

# L'Éclairéur



N°96

## SOMMAIRE

**02**

L'éclairage du  
gérant

**21**

Le point marchés  
financiers

**22**

Le point macro  
économie

**23**

Vues des actifs

**26**

Nos vues tactiques  
et stratégiques

**27**

Pour aller plus  
loin

# « Bull » ou bulle ?

Alors que s'achève la trêve des confiseurs et que commence la nouvelle année, les épcuriens et les épargnants ne peuvent que s'accorder sur cette préconisation : il ne faut jamais rater une occasion d'apprécier les bulles ! Comme toujours, à l'heure des bilans annuels, il convient de s'interroger sur l'état des marchés financiers, mais aussi sur leurs potentiels résiduels pour l'année à venir.

Avant d'en venir plus concrètement au bilan de l'année boursière 2024, expliquons tout d'abord le jeu de mots : « Bull » ou bulle ?

- Les termes « Bull » et « Bear » décrivent les tendances des marchés financiers : « Bull » (« Taureau » en anglais) pour le marché haussier, et « Bear » (« Ours » en anglais) pour le marché baissier. Ces métaphores viennent de la manière dont ces 2 animaux attaquent : le taureau donne un coup de corne de bas en haut, symbolisant la hausse, tandis que l'ours griffe de haut en bas, illustrant la baisse.
- Une bulle se produit en bourse lorsque le prix d'un actif monte de manière excessive et déconnectée de sa valeur fondamentale, alimenté par un engouement spéculatif. La bulle financière finit généralement par éclater, entraînant une chute brutale des prix et des pertes importantes pour les investisseurs.

Pour l'épargnant, il convient donc de s'interroger régulièrement : mon épargne est-elle portée par un marché « Bull », donc haussier, ou bien est-ce une situation de bulle ?

Cette question prend tout son sens en ce début d'année 2025, dans la mesure où les actions américaines ont affiché

une surperformance inédite en 2024 vis-à-vis des autres zones géographiques, notamment lorsque les données sont converties en Euros : +33,27% de gain pour le S&P500 américain, se traduisant par un spectaculaire écart entre les +25,81% du MSCI monde et les +9,72% du MSCI monde hors USA, et reléguant loin derrière les +9,48% du Stoxx600 européen ! La réélection de D.Trump a en effet dopé les attentes de progression de l'activité du pays, mais aussi le potentiel à venir de bénéfice des entreprises américaines ... mais cela devrait se faire en partie aux dépens des autres zones : « America First » !

## Le responsable de l'équipe de gestion

Vincent Lequertier a de nombreuses années d'expérience en gestion d'actifs. Après une carrière à la banque d'Orsay, il est successivement directeur adjoint actions puis directeur actions. Spécialiste de la gestion allocataire, il devient en Août 2015, le responsable de la gestion allocataire chez WeSave.fr.



Vincent Lequertier  
Gérant chez WeSave

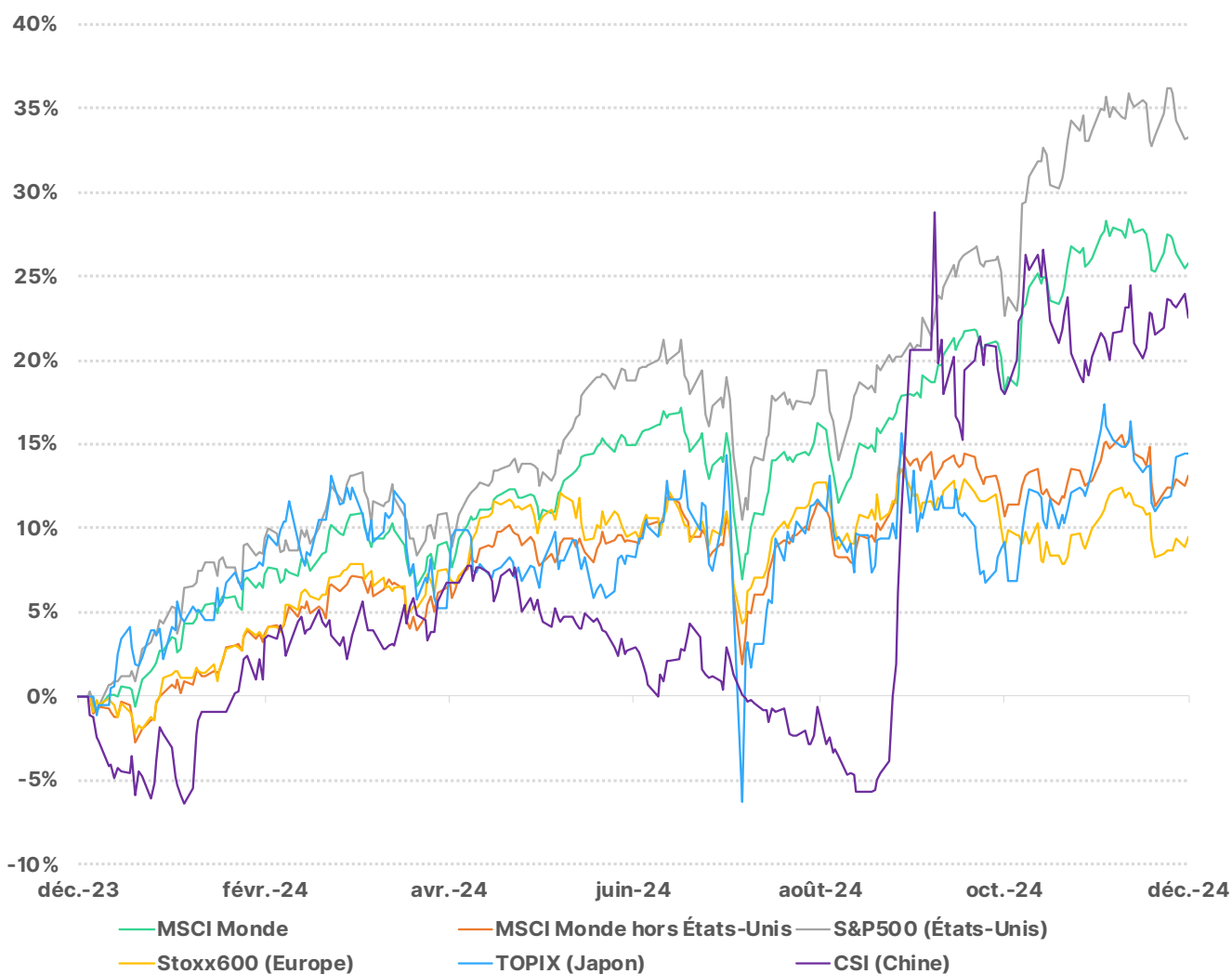
## L'ÉCLAIRAGE DU GÉRANT

De plus, les actions américaines ont été spécifiquement avantagées par le développement de l'intelligence artificielle : l'avance technologique du pays dans ce domaine profite déjà aux entreprises très directement impliquées par cette révolution, mais devrait aussi doper significativement la productivité nationale durant les prochaines années. La conséquence est que les flux de capitaux internationaux ont été particulièrement favorables aux actions américaines (140 Mds \$ collectés depuis la réélection de D.Trump) et que la volatilité de ces mêmes actions (cf. VIX du S&P500), donc la perception du risque à y être investi, s'est effondrée.

Cette situation présente toutefois de nombreux revers : les actions américaines sont désormais chères en relatif, la performance a été souvent concentrée autour des « 7 Magnifiques » (Alphabet (ex-Google), Amazon, Apple, Meta (ex-Facebook), Microsoft, Nvidia et Tesla), et le positionnement des investisseurs est extrêmement consensuel en faveur des actions américaines, ne laissant la place à aucune déception lors des publications de résultats à venir ! Pour les marchés d'actions, l'exceptionnalisme américain pourra-t-il alors se prolonger en 2025 ?

### Performances comparées en 2024 des indices d'actions des grandes zones, dividendes inclus, convertis en €

Sources : Refinitiv, WeSave



## Performances des grands indices d'actions, dividendes réinvestis, en devises locales et en Euros

Sources : Refinitiv, WeSave

	2024 En devise locale	2024 En Euros	Cumul 2023-2024 En devise locale	Cumul 2023-2024 En Euros
MSCI All World	18,01%	25,81%	44,93%	49,84%
MSCI All World hors États-Unis	2,92%	9,72%	15,85%	19,77%
MSCI émergents	8,05%	15,18%	19,14%	23,18%
S&P500 (États-Unis)	25,02%	33,27%	57,88%	63,23%
Nasdaq 100 (États-Unis)	25,88%	34,19%	95,28%	101,89%
Stoxx 600 (Europe)	9,48%	9,48%	27,56%	27,56%
CAC40 (France)	0,92%	0,92%	21,24%	21,24%
Dax40 (Allemagne)	18,85%	18,85%	42,99%	42,99%
Footsie100 (Royaume-Uni)	9,66%	14,96%	18,36%	26,54%
TOPIX (Japon)	20,45%	15,22%	54,49%	33,22%
CSI300 (Chine)	18,61%	22,60%	7,44%	4,97%

## Performance en 2024 des secteurs du S&amp;P500, dividendes inclus

Sources : Refinitiv, WeSave

	%
Communication & services	40,23%
Technologie	36,61%
Financières	30,56%
Consommation discrétionnaire	30,14%
<b>S&amp;P500</b>	<b>25,02%</b>
Services collectifs	23,43%
Industrie	17,47%
Consommation courante	14,87%
Énergie	5,72%
Santé	2,58%
Immobilier	1,73%
Matériaux	-0,04%

## Performance agrégée des «7 Magnifiques»

Sources : Refinitiv, WeSave



L'élection de D.Trump a aussi eu pour conséquence d'affecter significativement la dynamique des marchés obligataires en fin d'année 2024. Le scénario semblait pourtant gravé dans le marbre : en 2024, mais aussi durant la première moitié d'année 2025, la plupart des grandes Banques centrales devaient procéder simultanément à la normalisation graduelle de leurs politiques monétaires. Autrement dit, le fort tassement en cours de l'inflation impliquait que leurs taux directeurs devenaient bien trop restrictifs, et qu'il était nécessaire de les baisser sensiblement. Mais la politique économique de D.Trump (hausse des tarifs douaniers, flux migratoires limités entraînant des pénuries de main d'œuvre, etc...) pourrait être plus inflationniste qu'anticipé auparavant, d'où des marges de manœuvre d'assouplissement monétaire moins importantes pour la Réserve Fédérale américaine (FED). De plus, la politique de D.Trump devrait soutenir la croissance du pays et atténuer ainsi le risque de chômage national, alors que c'est précisément le 2nd mandat de la FED que de s'en

préoccuper. C'est pourquoi les anticipations de « taux directeur terminal » de la FED ont fortement remonté depuis la réélection du Président Trump : 3,90% de taux cible désormais a priori fin 2025 ! En revanche, la politique de D.Trump risquant de peser sur la croissance économique des autres zones, leur « taux directeur terminal » est désormais souvent plus bas qu'avant cette réélection, comme c'est le cas par exemple pour la Banque Centrale Européenne (BCE), avec une cible à 1,79% fin 2025 selon les marchés. La synchronisation des politiques monétaires pourrait donc avoir fait long feu ! En conséquence, les rendements des obligations américaines se sont plutôt tendus en fin d'année 2024, alors qu'ils se sont détendus en Allemagne dans le même temps. Il convient de noter la spécificité du Japon : la Banque du Japon (BoJ) cherchant à relever ses taux directeurs et non pas à les baisser, elle est donc à contre-tendance des autres grandes Banques centrales !

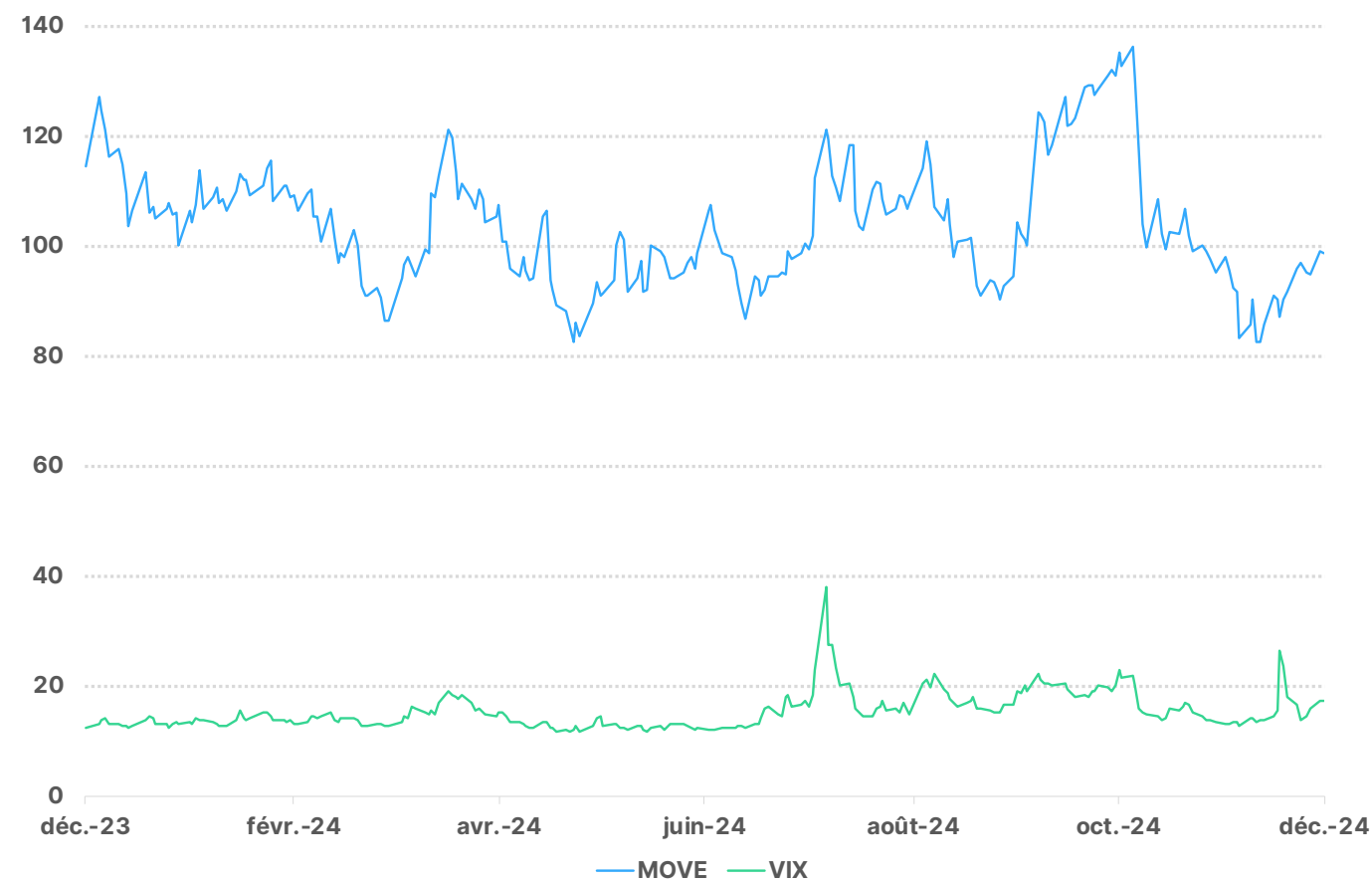
## Taux directeurs anticipés par les marchés financiers pour la FED et la BCE en 2025 et ampleur des baisses attendues

Sources : Refinitiv, WeSave

	FED		BCE	
<b>Taux actuel :</b>	<b>4,38%</b>		<b>Taux actuel :</b>	<b>3,00%</b>
mercredi 29 janvier 2025	4,31%	-0,07%	jeudi 30 janvier 2025	2,61% -0,39%
mercredi 19 mars 2025	4,19%	-0,19%	jeudi 6 mars 2025	2,33% -0,67%
mercredi 7 mai 2025	4,13%	-0,24%	jeudi 17 avril 2025	2,07% -0,93%
mercredi 18 juin 2025	4,04%	-0,33%	jeudi 5 juin 2025	1,93% -1,07%
mercredi 30 juillet 2025	4,00%	-0,38%	jeudi 24 juillet 2025	1,87% -1,13%
mercredi 17 septembre 2025	3,95%	-0,42%	jeudi 11 septembre 2025	1,82% -1,18%
mercredi 29 octobre 2025	3,93%	-0,45%	jeudi 30 octobre 2025	1,78% -1,22%
mercredi 10 décembre 2025	3,90%	-0,48%	jeudi 18 décembre 2025	1,79% -1,21%

## Volatilité des obligations (MOVE) et des actions (VIX) américaines

Sources : Refinitiv, WeSave



## Rendement des obligations à 10 ans américaines et allemandes

Sources : Refinitiv, WeSave

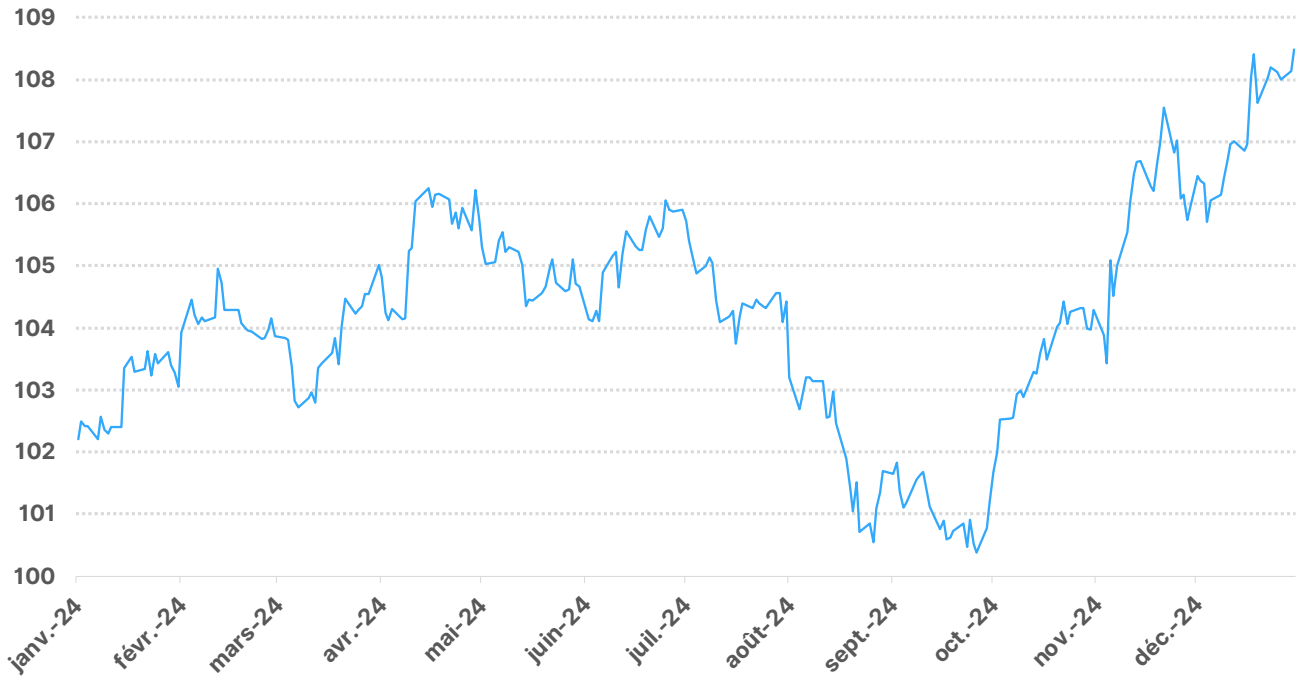


Le recalibrage des anticipations des politiques monétaires des Banques centrales a évidemment impacté les parités entre les grandes devises, confortant le statut du « Roi Dollar » ! En effet, si la FED réduit ses taux directeurs moins fortement que les banques centrales étrangères, les rendements des obligations américaines deviennent alors plus attractifs en relatif, incitant les investisseurs internationaux à en acheter. Mais, pour ce faire, ces investisseurs doivent acquérir au préalable des Dollars, ce qui soutient la demande pour la devise américaine. En conséquence, le Dollar s'est fortement apprécié en fin d'année face au panier

des 6 principales devises au monde (l'Euro, le Yen japonais, la Livre britannique, le Dollar canadien, la Couronne suédoise, et le Franc suisse). Le second fait notable en fin d'année 2024 sur les devises est que les pays qui pourraient être plus particulièrement ciblés par les taxes à l'importation américaines ont tous vu leurs devises se déprécier significativement face au Dollar, en particulier le Peso mexicain ! La bonne nouvelle pour ces pays ou zones est que le recul de leurs devises permet de compenser tout ou partie des pertes de compétitivité dues aux taxes à l'importation américaines à venir !

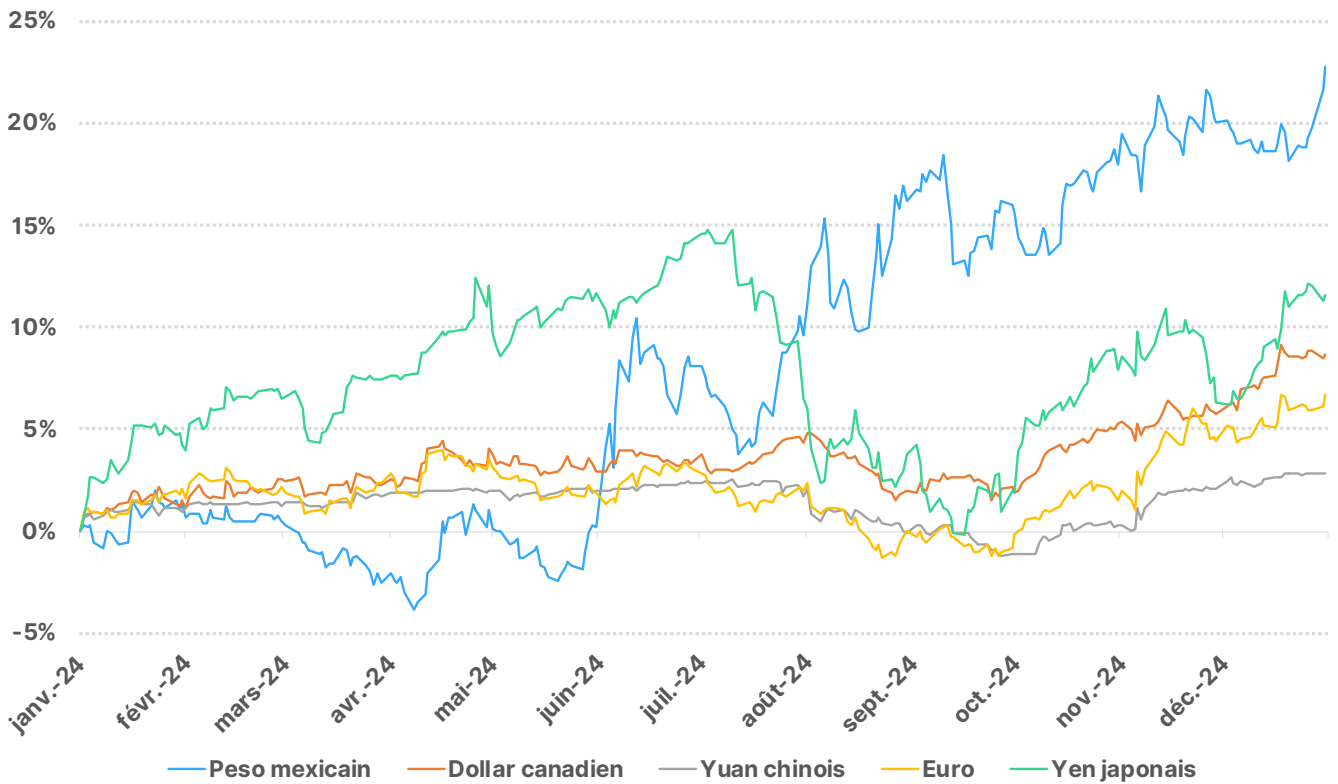
### Dollar face au panier des 6 principales devises au monde (DXY)

Sources : Refinitiv, WeSave



### Appréciation en 2024 du Dollar face aux principales devises de commerce du pays

Sources : Refinitiv, WeSave



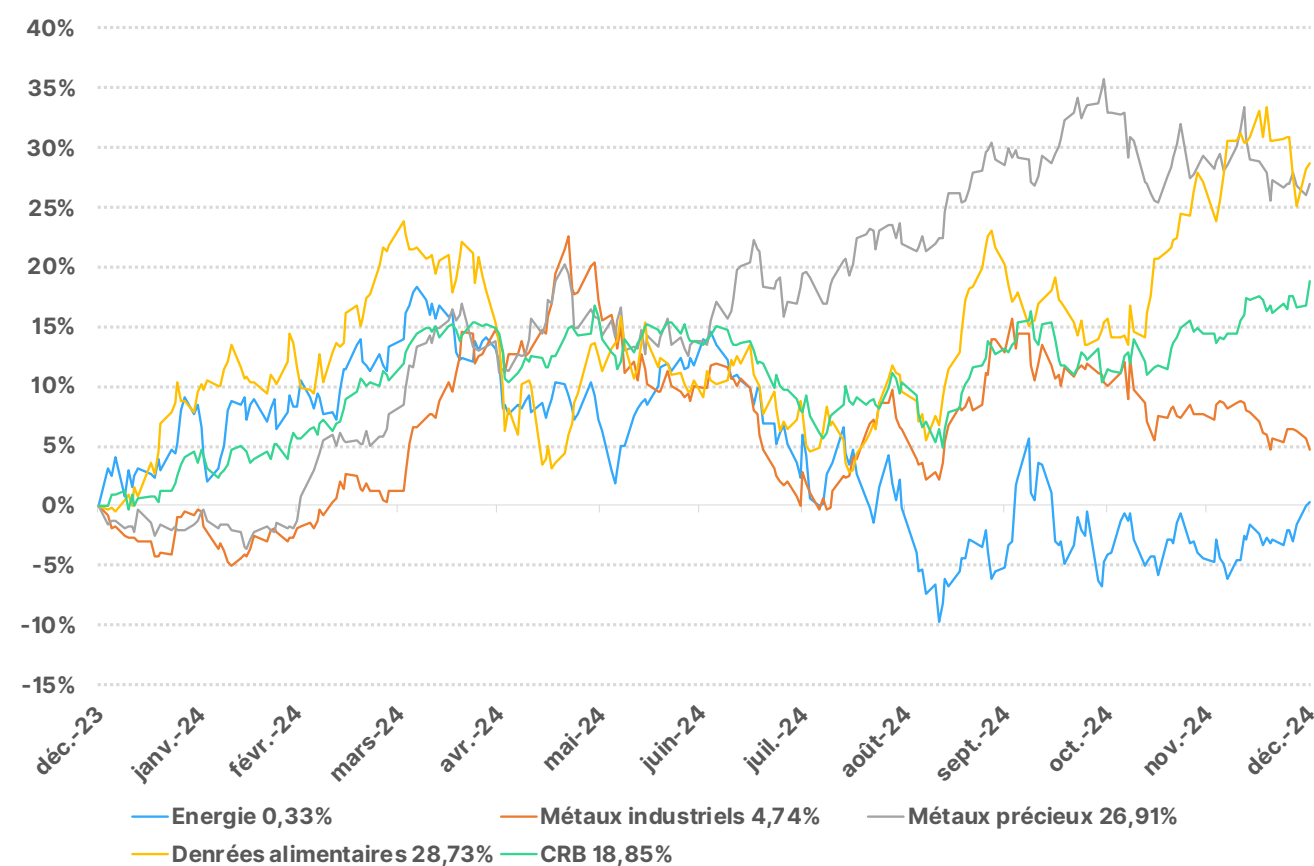
## L'ÉCLAIRAGE DU GÉRANT

Pour ce qui est des matières premières, l'année 2024 aura été un bon cru pour leur indice synthétique qu'est le CRB : +18,85%. Toutefois, ceci masque d'importantes volatilités et dispersions des composants de cet indice. Les métaux précieux, à commencer par l'or, ont affiché une progression forte et régulière durant l'année, jusqu'à ce que la réélection de D.Trump incite à des prises de bénéfices, les investisseurs se positionnant plutôt en mode « Risk ON » (cf. accélération des actions américaines, ou bien celle des crypto-actifs par exemple). Les métaux industriels ont été surtout influencés par l'activité en Chine et par les espoirs de soutien budgétaire du pays, ce dernier étant de loin le plus important consommateur mondial de ces métaux : la hausse de fin d'année s'explique probablement ainsi. Pour ce qui est de l'énergie, et

notamment du pétrole, les influences ont été très contradictoires durant l'année. L'OPEP+ a cherché à préserver des prix élevés du pétrole, mais le cartel est de plus en plus désuni, diminuant d'autant son efficacité à imposer ses vues aux marchés. Les efforts de soutien aux prix du pétrole par l'OPEP+ ont surtout été contrebalancés par le souhait de D.Trump d'obtenir des prix du pétrole bas durant son futur mandat, notamment en encourageant les sociétés pétrolières américaines à forer toujours plus, mais aussi en œuvrant à ce que la paix soit rétablie en Ukraine et au Moyen-Orient. Pour ce qui est des denrées agricoles, leur comportement a été très erratique durant l'année, les aléas climatiques continuant en fin de compte d'en soutenir régulièrement les prix.

### Performance des indices de matières premières (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave



# Actions : « Higher » ou ailleurs ?

Pour l'investisseur, après une année 2024 exceptionnelle, l'heure est à l'interrogation : les marchés d'actions continueront-ils leur ascension « Higher » (« Plus haut » en anglais), ou bien faut-il désormais regarder ailleurs ?

Dans la mesure où les allocations sur les actions sont très consensuellement investies aux États-Unis, il faut s'interroger sur la pérennité de leur dynamique : en 2024, le S&P500 a inscrit 57 nouveaux records historiques, donc 1 séance de bourse sur 5 constituait un nouveau record absolu ! Petit rappel, les États-Unis représentent à eux seuls 65% de l'indice MSCI All World et 20% de la capitalisation MONDIALE repose sur les « 7 Magnifiques » : c'est pourquoi les investisseurs institutionnels peuvent difficilement s'en écarter significativement, sauf à devenir pessimistes sur les perspectives des actions américaines. Pour déterminer son allocation sur les actions en 2025, il faut alors avant tout porter un jugement sur le succès ou non à venir de la politique économique de D.Trump :

- Baisser la fiscalité sur les entreprises de 21% à 15% pour améliorer l'attractivité territoriale des États-Unis et favoriser la profitabilité des entreprises y étant implantées, soutenant ainsi les investissements et les salaires.
- Œuvrer au recul des prix du pétrole (i.e. tenter de mettre fin à certaines guerres, et intensifier l'extraction pétrolière aux États-Unis), dopant ainsi la compétitivité et la rentabilité des entreprises américaines, tout en améliorant le pouvoir d'achat des ménages et leur potentiel de consommation.
- Lancer un vaste plan de déréglementations afin de stimuler les initiatives des entrepreneurs

américains (cela pourrait aboutir à une importante vague de fusions et acquisitions !), et doper ainsi l'activité et la productivité du pays.

- Taxer TOUTES les importations en provenance de l'étranger afin d'améliorer la compétitivité relative des entreprises américaines, mais aussi pour encourager les relocalisations de multinationales étrangères vers les États-Unis, assurant ainsi un soutien à l'investissement et à l'emploi.
- Baisser les charges financières de l'Etat américain par un vaste plan d'économies (2000 Mds \$ visés), notamment au travers d'importants désengagements de la sphère publique.

## Décomposition géographique du MSCI All World (en %)

Sources : Amundi, WeSave

	%
<b>États-Unis</b>	65,4%
<b>Japon</b>	4,9%
<b>Royaume-Uni</b>	3,2%
<b>Chine</b>	2,8%
<b>Canada</b>	2,7%
<b>France</b>	2,4%
<b>Suisse</b>	2,1%
<b>Allemagne</b>	2,0%
<b>Taiwan</b>	1,9%
<b>Inde</b>	1,9%
<b>Australie</b>	1,6%
<b>Corée</b>	1,1%
<b>Divers</b>	7,9%

Plusieurs aspects du plan économique de D.Trump sont tout simplement incompatibles entre eux sur la durée ou sont même irréalistes, mais le Président, bien qu'imprévisible, est en fin de compte pragmatique et reste un faiseur de « deals » : il conviendra donc de s'attacher aux FAITS, plutôt qu'à ses déclarations impulsives qui sont une source de volatilité sur les marchés. D.Trump a par ailleurs à cœur de faire progresser la bourse américaine, car il considère que c'est le « juge impartial » de la justesse de sa politique économique : ses débordements rhétoriques devraient être en partie canalisés par certaines alertes émises par les marchés financiers. De plus, D.Trump a bien conscience que les questions de l'inflation et du pouvoir d'achat ont été les facteurs déterminants de sa réélection : il sera très attentif à ce que sa politique économique ne mette pas en risque ces 2 paramètres, sous peine de perdre les élections de mi-mandat fin 2026. À condition que l'ordonnancement des diverses mesures économiques soit effectué correctement par l'Administration Trump, ce sont plutôt les effets d'entraînement positifs qui devraient se manifester en 2025, les facteurs négatifs (inflation, rétorsions commerciales, etc...) mettant plus de temps à survenir ou à affecter l'économie. Si tel est bien le cas, les investisseurs doivent alors moins se préoccuper du momentum à venir des actions américaines que de leur valorisation, ce qui est un exercice toujours très délicat.

Les actions américaines sont certes HISTORIQUEMENT chères par rapport aux autres places de cotation internationales, mais cela s'explique tout d'abord par les compositions sectorielles respectives de ces indices : les indices américains ont un biais « croissance » qui fait souvent défaut ailleurs (cf. intelligence artificielle par exemple). De plus, la croissance des bénéficiaires à venir des sociétés américaines restera forte en 2025, plus forte qu'ailleurs, et elle pourrait même réserver de bonnes surprises additionnelles au vu de l'ampleur des leviers potentiels du plan économique

de D.Trump : il semble alors logique d'y rester fortement exposé. Pour autant, leur croissance et leur rentabilité ne devraient plus reposer autant sur les seules « 7 Magnifiques », mais profiter à beaucoup plus de secteurs et d'entreprises. Ainsi, fin 2024, le thème de l'intelligence artificielle a déjà progressivement « ruisselé » des entreprises de hardware vers celles de software, mais aussi vers les sociétés facilitant l'intégration de ces logiciels au sein des entreprises : le thème reste porteur, mais plus forcément sur les mêmes titres en bourse. Bien qu'il semble difficile de réitérer leur performance de 2024, les actions américaines pourraient encore progresser en 2025, mais les rotations entre secteurs ou bien entre sociétés devraient s'intensifier. En conséquence, les indices américains équipondérés ou bien encore les petites capitalisations américaines pourraient bénéficier à leur tour des dynamiques à venir, et cela présenterait l'avantage pour les investisseurs de limiter le risque de concentration des paris sur une poignée d'entreprises.

À condition que l'ordonnancement des diverses mesures économiques soit effectué correctement par l'Administration Trump, ce sont plutôt les effets d'entraînement positifs qui devraient se manifester en 2025, les facteurs négatifs (inflation, rétorsions commerciales, etc...) mettant plus de temps à survenir ou à affecter l'économie.

## Table de valorisation de grands indices boursiers et calcul de décotes ou surcotes vis-à-vis du S&amp;P500 américain

Sources : Refinitiv, WeSave

	Price Earning Ratio 2025 (Cours / Bénéfices)	Price Earning Ratio 2026 (Cours / Bénéfices)	Price to Book (Valo VS valeur comptable)	Dividend Yield (Rend du dividende)
S&P500 (États-Unis)	24,70	21,10	4,88	1,55%
Nasdaq 100 (États-Unis)	31,24	25,59	7,33	0,96%
Footsie100 (Royaume-Uni)	12,04	11,10	1,69	3,75%
Dax40 (Allemagne)	14,28	12,92	1,65	2,80%
CAC40 (France)	14,08	12,94	1,81	3,24%
MIB (Italie)	9,78	9,34	1,32	5,08%
TOPIX (Japon)	14,86	13,97	1,46	2,24%
CSI300 (Chine)	18,17	15,14	2,22	1,87%
SENSEX (Inde)	22,56	20,20	4,23	1,18%
	Price Earning Ratio 2025	Price Earning Ratio 2026	Price to Book	
S&P500 (États-Unis)				
Nasdaq 100 (États-Unis)	26%	21%	50%	
Footsie100 (Royaume-Uni)	-51%	-47%	-65%	
Dax40 (Allemagne)	-42%	-39%	-66%	
CAC40 (France)	-43%	-39%	-63%	
MIB (Italie)	-60%	-56%	-73%	
TOPIX (Japon)	-40%	-34%	-70%	
CSI300 (Chine)	-26%	-28%	-55%	
SENSEX (Inde)	-9%	-4%	-13%	

Décote (rouge) ou surcote (vert) vis-à-vis du S&amp;P500

## Différentiel de croissance des bénéfices entre les «7 Magnifiques» et le reste du S&amp;P500

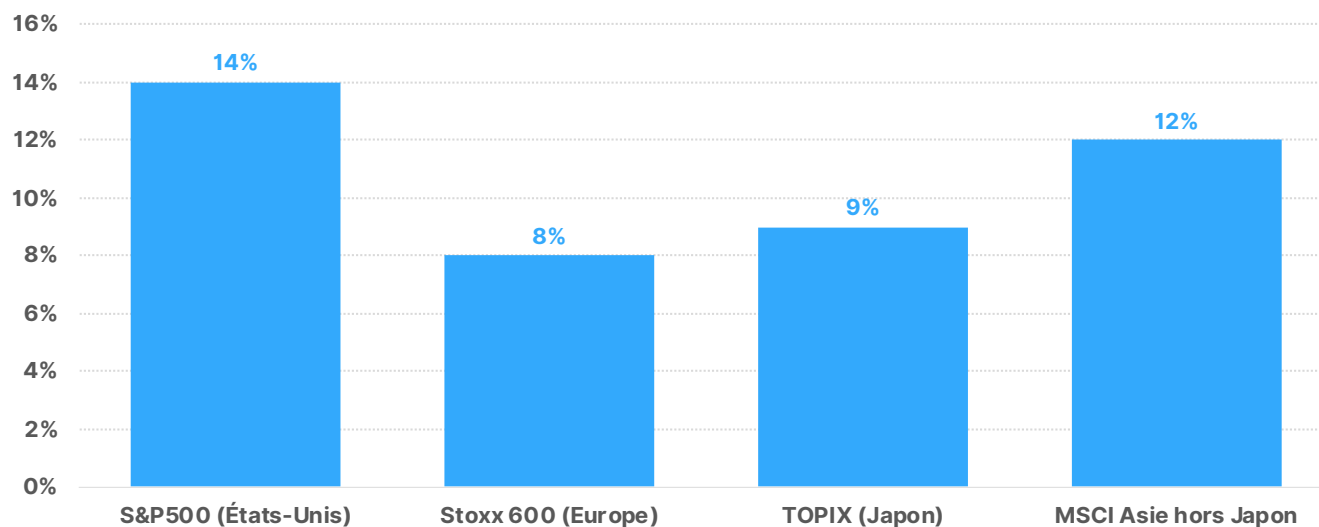
Sources : Goldman Sachs, WeSave

	2023	2024	2025e	2026e
"7 Magnifiques"	35%	33%	18%	15%
S&P500 hors "7 Magnifiques"	4%	3%	12%	11%
<b>Différence</b>	<b>31%</b>	<b>30%</b>	<b>6%</b>	<b>4%</b>

e\* = estimation

## Progressions attendues des bénéfices par actions en 2025 selon le consensus

Sources : Goldman Sachs, WeSave



L'extrême décote de valorisation des actions européennes ne peut qu'attirer l'attention des investisseurs, mais l'histoire montre qu'une décote peut durer longtemps en bourse. Pour que cette décote s'estompe, il faudrait qu'il y ait un « momentum » plus favorable : l'élection en Allemagne, et l'éventuelle levée de la règle constitutionnelle du « frein à l'endettement » du pays, pourraient en être le déclencheur. Si l'impulsion budgétaire favorable ne provenait pas spécifiquement de l'Allemagne, toute avancée vers le plan de relance pluriannuel européen, recommandé par M. Draghi, modifierait en profondeur les perspectives de croissance de toute la zone. Il convient aussi de rappeler que les multinationales des grands indices européens ont de très fortes expositions internationales, notamment aux États-Unis, ce qui signifie qu'elles pourraient profiter très directement des plans économiques de D. Trump et ne pas en être seulement les victimes. Par ailleurs, les décotes de valorisation des sociétés européennes pourraient en faire aussi des cibles de choix pour les entreprises américaines, d'autant plus que ces dernières bénéficient actuellement de l'appréciation du Dollar, diminuant d'autant le coût d'acquisition d'une proie potentielle ! De plus, si D. Trump parvenait effectivement à obtenir la paix

entre la Russie et l'Ukraine, ce serait évidemment un soulagement financier important pour la zone, cela engendrerait un surcroît d'activité issu de la reconstruction de l'Ukraine, et cela atténuerait le stress potentiel sur les prix énergétiques ou sur le coût de certaines denrées agricoles, ce qui pourrait débloquer une partie de la colossale épargne des ménages de la zone. Dernier facteur, et non le moindre, la BCE est engagée dans une dynamique monétaire désormais accommodante, ce qui ne peut qu'améliorer l'état des trésoreries des entreprises de la zone ou bien encore y faciliter l'investissement et la consommation : les secteurs de l'immobilier ou de l'automobile pourraient ainsi se réveiller, avec des effets d'entraînement très forts sur l'économie. Si l'exposition aux actions européennes reste a priori un 2nd choix par rapport à leurs homologues américaines, leur potentiel d'appréciation en 2025 pourrait réserver de bonnes surprises : c'est pourquoi il nous semble logique d'y rester exposés. De plus, la complémentarité entre le côté « Growth » (i.e. croissance) des États-Unis et le côté « Value » (i.e. décoté) de l'Europe est souvent fructueuse lors des phases de rotation entre ces deux styles d'investissements.

### Surperformance (vert) ou sous-performance (rouge) du S&P500 américain vis-à-vis du Stoxx600 européen (dividendes inclus)

Sources : Refinitiv, WeSave

	En devise locale	En Euro
2001	2,90	8,03
2002	8,68	-3,13
2003	11,53	-9,84
2004	-1,80	-9,74
2005	-22,33	-7,11
2006	-5,51	-17,41
2007	2,66	-7,41
2008	6,42	9,17
2009	-6,88	-9,87
2010	2,82	10,89
2011	10,17	13,57
2012	-2,97	-5,16
2013	10,89	5,58
2014	5,89	21,38
2015	-8,77	2,78
2016	9,59	13,28
2017	10,61	-4,45
2018	5,83	10,23
2019	3,86	6,90
2020	19,89	10,16
2021	3,19	12,75
2022	-7,98	-2,88
2023	9,77	5,95
2024	15,54	23,79
<b>Moyenne depuis 2001</b>	<b>3,50</b>	<b>3,23</b>
<b>Moyenne des 10 dernières années</b>	<b>6,15</b>	<b>7,85</b>

## Décomposition géographique des chiffres d'affaires de certains indices boursiers

Sources : Goldman Sachs, WeSave

Indice boursier	Domestique	Europe	Amérique du Nord	Asie-Pacifique	Pays émergents
<b>Stoxx 600 (Europe)</b>		40%	25%	20%	15%
<b>EuroStoxx 50 (Zone Euro)</b>		37%	22%	25%	16%
<b>FTSE 100 (Royaume-Uni)</b>	22%	14%	29%	23%	12%
<b>FTSE 250 (Royaume-Uni)</b>	53%	15%	16%	7%	9%
<b>DAX (Allemagne)</b>	18%	22%	26%	19%	15%
<b>MDAX (Allemagne)</b>	33%	21%	20%	14%	12%
<b>CAC 40 (France)</b>	15%	24%	25%	22%	14%
<b>SMI (Suisse)</b>	6%	24%	35%	21%	14%
<b>MIB (Italie)</b>	41%	24%	13%	10%	12%
<b>IBEX (Espagne)</b>	32%	22%	13%	4%	29%
<b>AEX (Pays-Bas)</b>	7%	18%	24%	38%	13%

En dehors des États-Unis et de l'Europe, le Japon semble être une zone d'investissement elle aussi encore attirante pour les actions, sa décote étant voisine de celle des pays européens, mais le point sensible est sa devise : mieux vaut désormais être exposé au Yen. Pour ce qui est des actions des pays émergents, les investisseurs ne songeront à s'y exposer significativement qu'après avoir plus de visibilité sur les conséquences de la politique économique de D.Trump : ses impacts sur le commerce international, sur les relocalisations d'activité, ou bien encore sur les fluctuations de devises. La Chine pourrait toutefois intéresser spécifiquement les investisseurs car il est déjà acquis que les autorités chinoises soutiendront fortement la croissance du pays par des appuis monétaires et budgétaires d'ampleur, de façon à compenser les effets négatifs de la politique économique de D.Trump. La très faible exposition des investisseurs internationaux aux actions chinoises pourrait être un facteur favorable additionnel pour le pays, c'est pourquoi cela pourrait être une source de diversification constructive pour les portefeuilles d'actions en 2025. Indirectement,

de bonnes nouvelles en provenance de la Chine pourraient aussi profiter aux autres zones ... on peut penser ainsi au secteur du luxe en France par exemple.

Pour les actions, en 2025, le « Higher » américain semble probable à ce stade, mais leur surperformance n'est plus forcément acquise : c'est pourquoi il semble avisé d'avoir quelques diversifications ailleurs !

## Obligations : bond des « Bonds » ?

En 2025, le point d'attention des investisseurs pourrait être les « Bonds » (« Obligations » en anglais) : leur bond de 2024 pourra-t-il se prolonger durant l'année ?

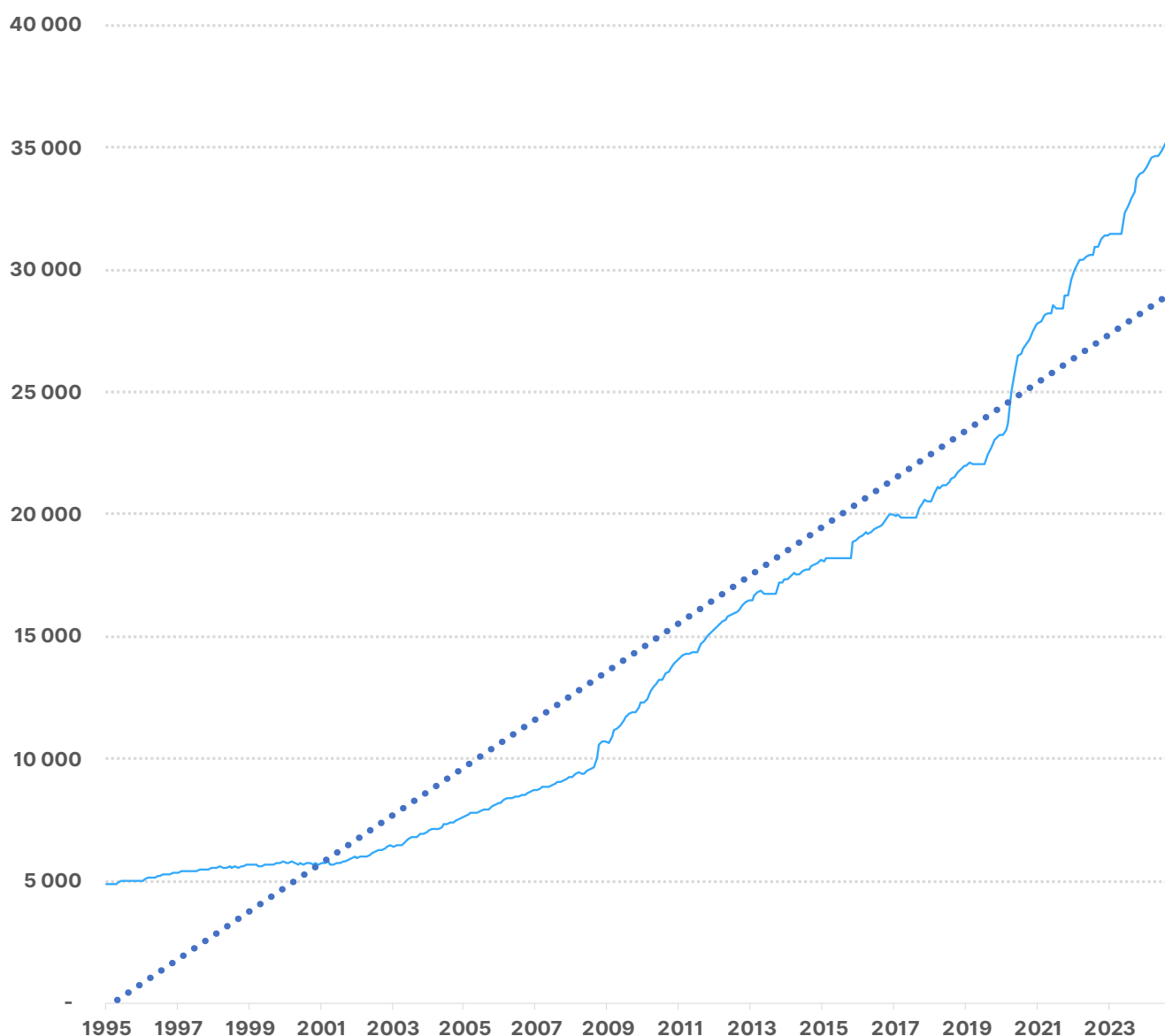
Le message des investisseurs a en effet été clair fin 2024 : si la politique économique de D.Trump se révélait être inflationniste et qu'elle nécessitait

beaucoup plus d'émissions d'obligations par le Trésor américain, les créanciers du pays exigeraient en compensation de leurs investissements des rendements obligataires plus élevés, aboutissant à une baisse du cours des obligations américaines existantes. La croissance du pays reposant très largement sur la dynamique du crédit, les investisseurs accorderont une attention toute particulière à ce facteur. L'enjeu est d'autant plus important que la question de la soutenabilité de la dette du pays inquiète déjà bon nombre

d'observateurs : les simples intérêts de la dette américaine sont désormais supérieurs au budget total de la Défense du pays ! La politique monétaire à venir de la FED sera dès lors un sujet majeur en 2025 : c'est pourquoi D.Trump ne manquera probablement pas une occasion de faire pression sur J.Powell pour que les taux directeurs soient le plus bas possible ou pour que la FED procède à des achats d'obligations du pays (i.e. le « quantitative easing »).

### Dettes totales des États-Unis et sa droite de tendance (en Mds \$)

Sources : Refinitiv, WeSave



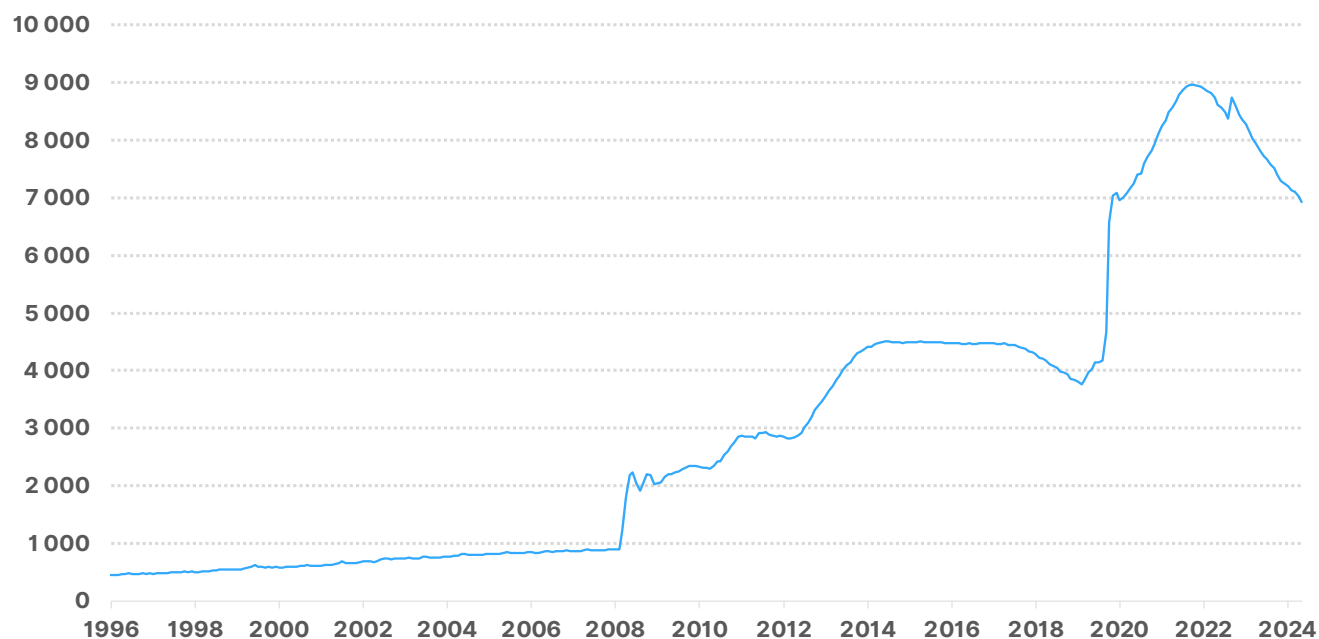
## Ventilation des détenteurs de la dette fédérale américaine

Sources : US Treasury, WeSave

	%
Agences de l'Etat américain	20%
FED	15%
Particuliers américains	17%
Fonds mutuels américains	11%
Banques américaines	5%
Collectivités locales américaines	5%
Fonds de pensions américains	3%
Compagnies d'assurance américaines	2%
Divers pays étrangers	15%
Japon	3%
Chine	2%
Royaume-Uni	2%
Cumul américain	78%

## Bilan total de la FED (en Mds \$)

Sources : Refinitiv, WeSave



La FED a 2 mandats : l'inflation et l'emploi. La politique de D. Trump devrait plutôt placer l'économie américaine en situation de « surrégime » : c'est pourquoi l'emploi ne devrait pas être une grande préoccupation pour la FED en 2025. La question centrale devrait être celle de l'inflation, que les observateurs imaginent devoir remonter significativement. La première impulsion inflationniste proviendrait des taxes à l'importation, les entreprises américaines ne pouvant pas nécessairement proposer des produits de substitution fabriqués sur le territoire américain. La seconde cause d'inflation serait une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, accentuée par une politique migratoire restrictive, ce qui aboutirait à un cercle vicieux de hausses de salaires et de hausses de prix. Il convient toutefois de nuancer ces hypothèses d'inflation à venir :

Les baisses d'impôts sur les sociétés amélioreront significativement les marges bénéficiaires des entreprises américaines : ces dernières pourront donc absorber des pressions tarifaires ou salariales. Les efforts de déréglementation, mais aussi l'avance technologique du pays, devraient être les sources de gains de productivité significatifs pour les entreprises, permettant d'absorber là encore des hausses tarifaires ou des hausses de rémunération des employés.

L'appréciation du Dollar face aux devises étrangères réduit d'autant les coûts d'importation pour les entreprises américaines, ce qui compense les pressions inflationnistes dues aux hausses tarifaires. L'éventuelle résolution de certains conflits militaires dans le monde, mais aussi l'intensification de l'exploitation des sites pétroliers, seraient de bonnes nouvelles pour la structure de coût des secteurs les plus énergivores, dégageant ainsi des marges de manœuvre financières pour compenser les hausses de tarifs à l'importation ou hausses de salaires. Une baisse des prix énergétiques serait aussi un facteur favorable pour le pouvoir d'achat des ménages, pouvant ainsi tolérer plus facilement certaines hausses de prix dues aux taxes à l'importation.

Il ne faut pas sous-estimer également le lobbying

à venir des grandes multinationales américaines à l'encontre des taxes à l'importation, car beaucoup d'entre elles ont délocalisé une partie de leur production à l'étranger (au Mexique par exemple), et ces importations seraient désormais surtaxées.

Au vu de la difficulté que peut représenter la prévision de l'inflation à venir, la FED a logiquement infléchi son discours monétaire en fin d'année 2024 pour revenir à la « data dépendance » : elle s'appuiera sur les décisions concrètes de D. Trump et sur les statistiques économiques qui en découleront pour trancher quant à sa politique monétaire. Quoi qu'il en soit, les éventuelles pressions inflationnistes ne devraient apparaître dans les données économiques que vers la fin 2025, au plus tôt, ce qui laisse du temps à la FED pour poursuivre entre-temps la normalisation de ses taux directeurs.

Les baisses d'impôts sur les sociétés amélioreront significativement les marges bénéficiaires des entreprises américaines : ces dernières pourront donc absorber des pressions tarifaires ou salariales. Les efforts de déréglementation, mais aussi l'avance technologique du pays, devraient être les sources de gains de productivité significatifs pour les entreprises, permettant d'absorber là encore des hausses tarifaires ou des hausses de rémunération des employés.

Si les décisions de politique monétaire de la FED seront délicates cette année, la plupart des grandes Banques centrales seront, elles, dans un schéma bien plus prévisible : leur croissance économique étant plutôt mise sous pression par D.Trump, le risque d'inflation sera donc modéré, d'où la poursuite à venir des baisses de taux directeurs. La question qui peut en revanche se poser pour ces Banques centrales est de savoir si elles doivent éventuellement aller au-delà du « taux neutre », donc le taux d'intérêt théorique permettant de stabiliser l'économie à son plein potentiel, de façon à devenir délibérément accommodantes. Pour trancher la question, c'est probablement l'intensité des soutiens budgétaires des États qui en sera le baromètre. L'Europe étant dans une phase de consolidation plutôt que d'expansion budgétaire, la BCE devrait donc disposer d'importantes marges de manœuvre monétaires, à condition que les « orthodoxes » de son Comité de politique monétaire ne s'y opposent

pas. À noter que la Chine a, pour sa part, engagé fin 2024 d'importants soutiens budgétaires et monétaires, et que le pays accentuera encore plus ces soutiens si la pression économique exercée par D.Trump l'exigeait. Dans la mesure où le risque de récession économique semble faible en 2025, que le risque d'émissions d'obligations devrait provenir plutôt des États que des entreprises, et que ces dernières servent des coupons plus élevés que ceux des États, il nous semble logique de continuer de privilégier les obligations d'entreprises plutôt que les obligations souveraines dans les allocations d'actifs. Les politiques monétaires étant vouées à rester accommodantes dans la plupart des zones, les 9 000 Mds \$ placés à ce jour dans les fonds monétaires dans le monde perdront graduellement de leur intérêt financier puisque leur rendement va baisser. Ces capitaux se reporteront progressivement vers des actifs au rendement-risque voisin : les « Bonds » devraient poursuivre

### Estimation de croissance du PIB, d'inflation et de chômage d'une sélection de pays

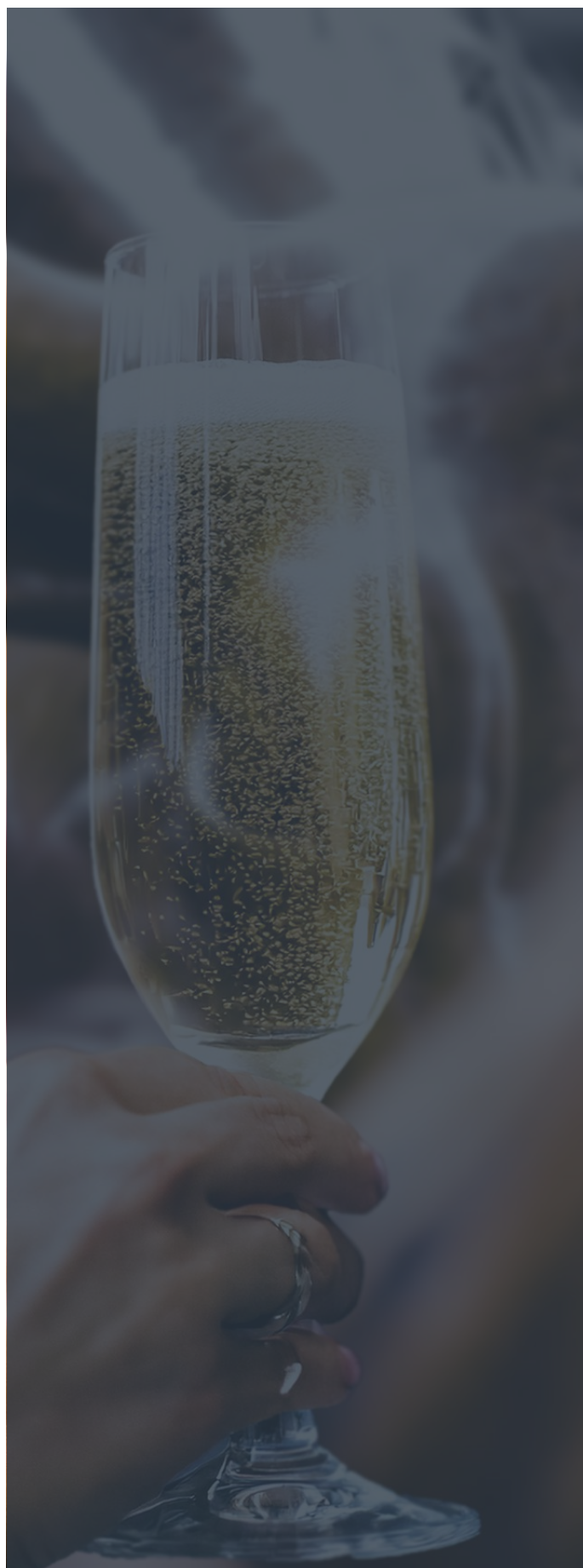
Sources : Refinitiv, WeSave

	PIB			Inflation			Chômage		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
<b>Allemagne</b>	0,0%	0,8%	1,3%	2,4%	2,1%	2,0%	6,0%	6,1%	5,8%
<b>Chine</b>	4,8%	4,5%	4,2%	0,4%	1,1%	1,4%	4,8%	4,5%	4,2%
<b>Etats-Unis</b>	2,7%	2,0%	2,0%	2,9%	2,4%	2,4%	4,0%	4,3%	4,0%
<b>France</b>	1,1%	1,1%	1,3%	2,4%	1,9%	2,0%	7,5%	7,5%	7,3%
<b>Italie</b>	0,8%	1,0%	1,0%	1,2%	1,8%	1,8%	6,8%	6,9%	6,5%
<b>Japon</b>	0,3%	1,1%	0,8%	2,5%	2,0%	1,8%	2,5%	2,4%	2,4%
<b>Royaume-Uni</b>	0,9%	1,4%	1,4%	2,5%	2,3%	2,1%	4,3%	4,4%	4,4%
<b>Zone Euro</b>	0,8%	1,0%	1,2%	2,4%	2,0%	2,0%	6,5%	6,5%	6,4%

leur bond cette année !

# Conclusion :

Les investisseurs détestent l'incertitude et apprécient la stabilité des règles du jeu : c'est en cela que D.Trump est particulièrement dérangeant, car il devrait être régulièrement la source de volatilité pour les marchés financiers. Pour autant, plus de volatilité n'est pas nécessairement synonyme de baisses prononcées des marchés, et l'ampleur des capitaux en réserve sur le monétaire restera un amortisseur des phases de replis boursiers. En effet, depuis 2 ans, la hausse s'est déroulée dans le scepticisme général, et les investisseurs cherchent désormais plutôt des points d'entrée sur les marchés. En 2025, la dynamique des marchés nous semble devoir être finalement plutôt « Bull » que celle d'une bulle !



# PIB/habitant de la zone Euro et des Etats-Unis et leurs actions respectives.

Le PIB / habitant américain est aujourd'hui de 86 601 \$, contre 24 303 \$ en 1991, soit +256% de progression.

Le PIB / habitant de la zone Euro est aujourd'hui de 46 635 \$, contre 19 409 \$ en 1991, soit +140% de progression.

Le PIB/habitant européen représentait 80% de celui des États-Unis en 1991, et seulement 54% aujourd'hui.

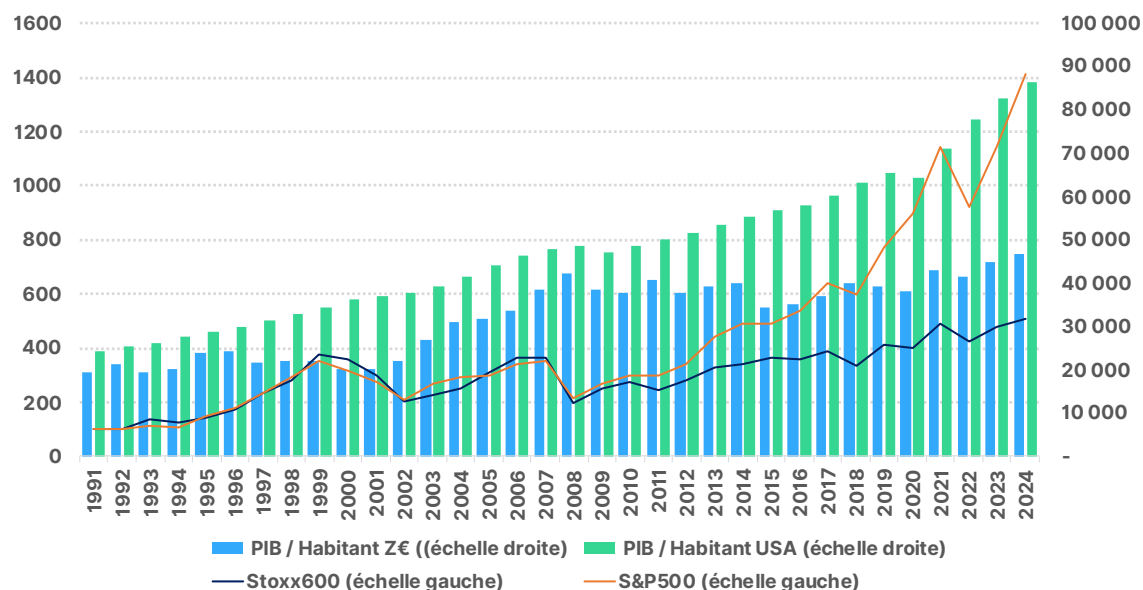
La progression depuis 1991 du S&P500 américain est de +1 410%, pendant que celle du Stoxx600 européen a été de +508%.

## Quelles conséquences pour les portefeuilles ?

Les marchés d'actions américains sont réputés être exagérément chers, alors que les actions européennes seraient très décotées. En rapprochant les performances des 2 principaux indices d'actions de la dynamique du PIB/habitant de chacune des zones, on se rend compte qu'il y a une forme de cohérence entre les performances respectives. Dans la mesure où les américains sont fortement investis sur les marchés boursiers, et notamment sur leurs valeurs domestiques, l'enrichissement de la population a été bien plus fort que celui observé dans le même temps en Europe, où la détention d'actions est bien moindre. La forte aversion pour le risque des épargnants européens, mais aussi le manque de système d'épargne par capitalisation dans la zone, contribuent à l'écartement structurel du PIB/habitant observé entre les 2 zones.

PIB/habitant de la zone Euro et des Etats-Unis (en \$) et leurs actions respectives (base 100 en 1991)

Sources : Refinitiv, WeSave



# Évolution de la charge de la dette française en % du PIB

La dette de l'Etat français s'élève désormais à 3300 Mds €, avec simultanément un déficit budgétaire représentant 6,1% du PIB du pays.

Le ratio dette/PIB français est désormais de 112%.

La charge de la dette du pays s'élève désormais à 2,1% du PIB, soit 51 Mds €.

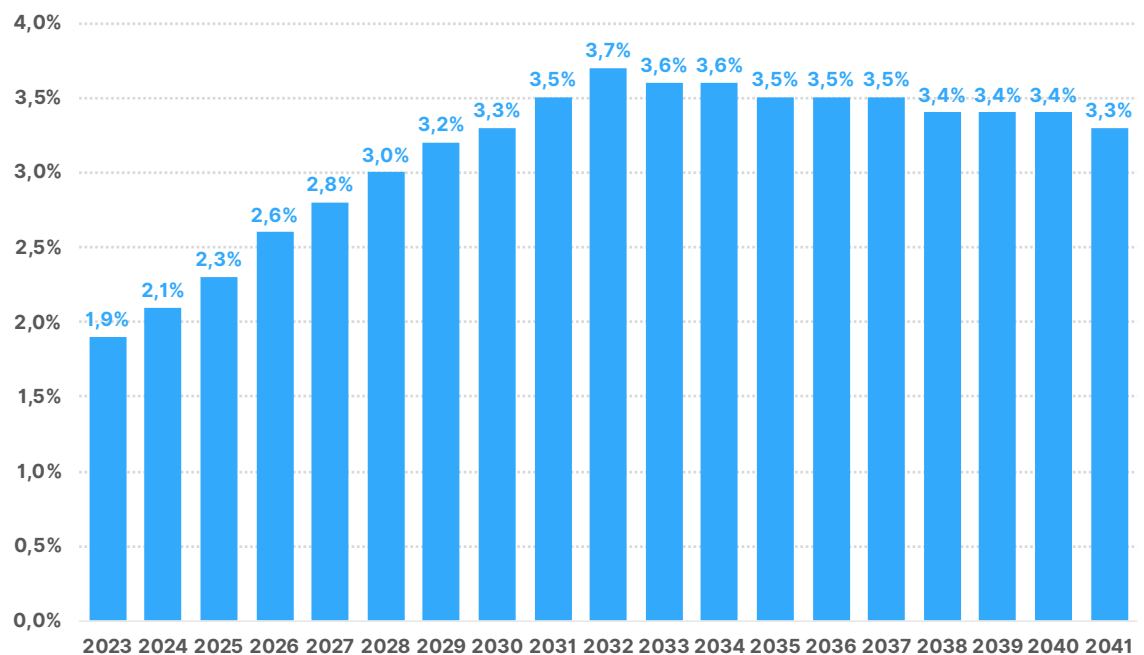
La charge de la dette française devrait constamment progresser jusqu'à atteindre 3,7% du PIB en 2032, soit 57% de plus qu'aujourd'hui, avant de très légèrement décliner à nouveau.

## Quelles conséquences pour les portefeuilles ?

La dette de la France s'est envolée suite à la COVID, mais aussi parce que l'État a été très interventionniste pour limiter l'impact négatif de l'hyper-inflation récente. La BCE n'ayant pas eu d'autre choix que de monter fortement ses taux directeurs, la France se retrouve aujourd'hui avec une charge d'intérêt de sa dette élevée (2,1% du PIB) et qui devrait monter encore beaucoup (top attendu à 3,7% en 2032). La charge de la dette montera en effet mécaniquement parce que le taux d'intérêt auquel elle emprunte aujourd'hui est bien plus élevé que celui auquel elle a emprunté par le passé et, à mesure que les obligations anciennes arrivent à échéance, le coût moyen de la dette française va mécaniquement monter. La fiscalité du pays étant déjà à des niveaux records, il y a urgence à réduire les dépenses de l'État !

Évolution de la charge de la dette française en % du PIB

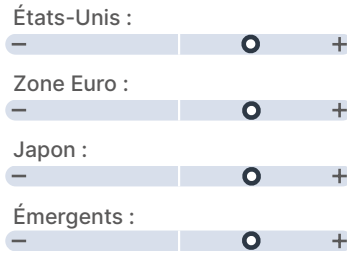
Sources : Trésor US, WeSave



## ACTIONS



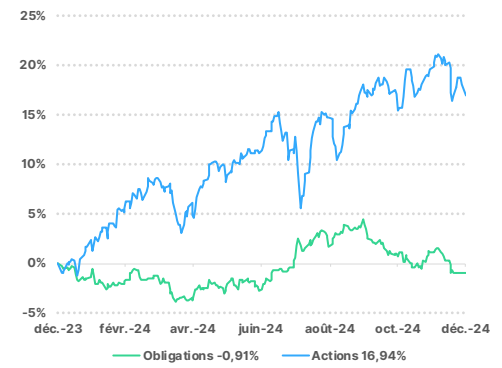
Sous-pondéré Sur-pondéré



En décembre, la réunion de la FED a déstabilisé les marchés financiers. La FED a en effet décidé d'intégrer par anticipation certains impacts inflationnistes de la politique à venir de D.Trump : la probabilité de voir les taux directeurs baisser en 2025 a ainsi fortement diminué. Les marchés obligataires en ont été les premières victimes, mais cela a aussi provoqué une brutale appréciation du Dollar face aux autres devises. Le coût de l'emprunt pour les entreprises américaines étant désormais plus élevé, et leur compétitivité

### Performance des actions et obligations mondiales (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave

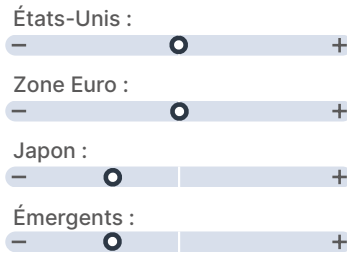


s'étant dégradée via la devise, cela ne pouvait que pénaliser la valorisation des actions du pays. En dépit des incertitudes liées au retour de D.Trump à la Maison Blanche, notre conviction demeure qu'un cycle de long terme d'investissement par les États et par les entreprises est engagé, justifiant notre surpondération persistante sur les actions.

## OBLIGATIONS SOUVERAINES



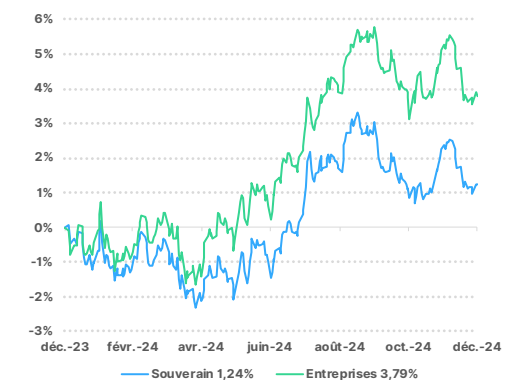
Sous-pondéré Sur-pondéré



En dépit des baisses de taux effectuées par les Banques centrales, 2024 aura été une année décevante pour les porteurs d'obligations souveraines. Les investisseurs sont en effet inquiets de l'ampleur des levées de capitaux que les États vont devoir effectuer pour financer leurs investissements majeurs : transition énergétique, défense, santé, numérique, etc... Mais à ce défi structurel s'ajoute une crainte conjoncturelle : D.Trump sera de retour à la Maison Blanche, d'où l'agitation observée sur les marchés en décembre. La FED a en effet commencé

### Performance boursière des grandes classes d'actifs obligataires (en %)

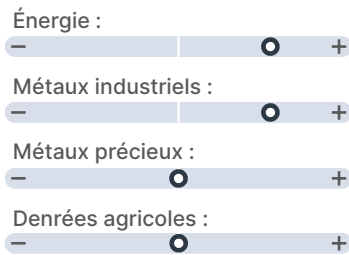
Sources : Refinitiv, WeSave



à intégrer plus de risques d'inflation à venir, réduisant d'autant les chances de baisser ses taux directeurs en 2025. Un atterrissage économique en douceur restant notre scénario privilégié, c'est pourquoi les obligations d'entreprises nous semblent toujours devoir être privilégiées par rapport aux obligations des États.



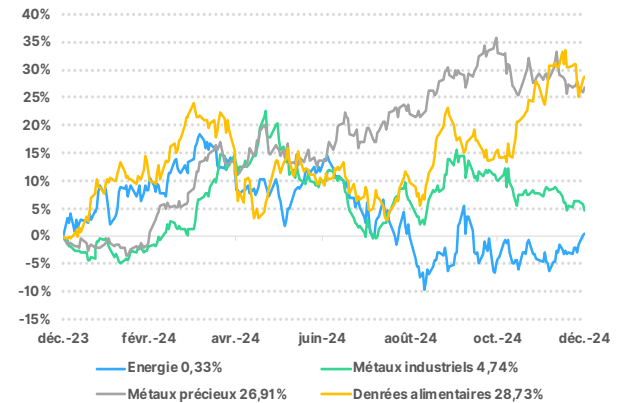
## MATIÈRES PREMIÈRES



L'année 2024 a été favorable aux matières puisque leur indice composite, le CRB, a progressé autant que la grande majorité des indices d'actions. Les denrées agricoles ont été les gagnantes de l'année, les aléas climatiques en soutenant les cours par impulsions récurrentes. Les métaux précieux ont, eux aussi, réalisé une très bonne performance annuelle, mais avec une volatilité très modérée, l'or étant notamment porté par les achats structurels par plusieurs Banques centrales. Les métaux industriels ont plus modestement progressé, les quelques impulsions durant l'année

Performance des indices de matières premières (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave



s'expliquant par les espoirs de relance économique en Chine. Les matières premières énergétiques, et notamment le pétrole, ont en fin de compte stagné durant l'année. Un cycle de long terme favorable aux matières premières nous paraît être engagé : nous maintenons notre surpondération sur cet actif.

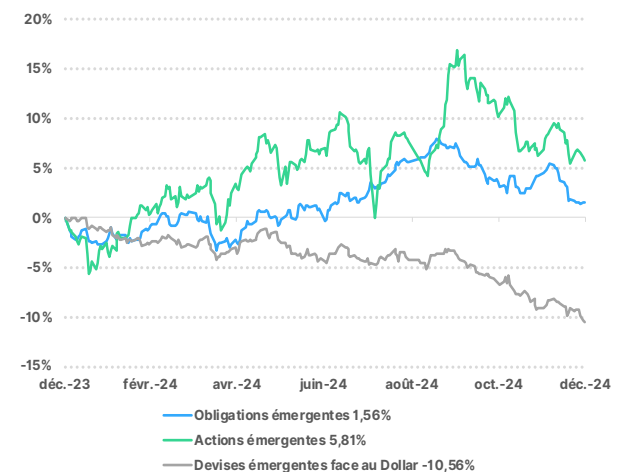
## ÉMERGENTS



En 2024, les actifs financiers des pays émergents ont sous-performé ceux des zones développées. La première caractéristique a été le fort recul des devises émergentes face au Dollar : il fallait généralement éviter de s'exposer aux devises locales. Dans la mesure où les Banques centrales des pays développés baissaient leurs taux directeurs, les investisseurs internationaux sont souvent restés positionnés sur ces zones pour l'exposition aux obligations, le surcroît de rendement des obligations émergentes étant jugé insuffisant. Pour ce qui est des actions émergentes, les forts reculs de

Performances des actifs émergents (en %)

Sources : Refinitiv, WeSave

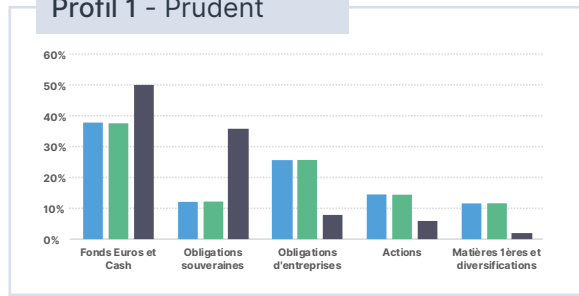


pays majeurs tels que le Brésil, le Mexique ou encore la Corée du Sud n'ont pu être compensés par les autres composants de l'indice : la sélectivité était essentielle sur les actions. Nous continuons de privilégier une exposition plutôt indirecte aux émergents via leurs principaux partenaires occidentaux.

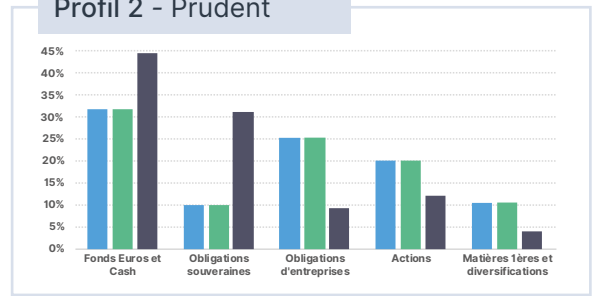
Comparatifs d'allocations entre décembre 2024, janvier 2025 et la stratégie long terme.

■ Déc 2024   ■ Jan 2025   ■ Allocation long-terme

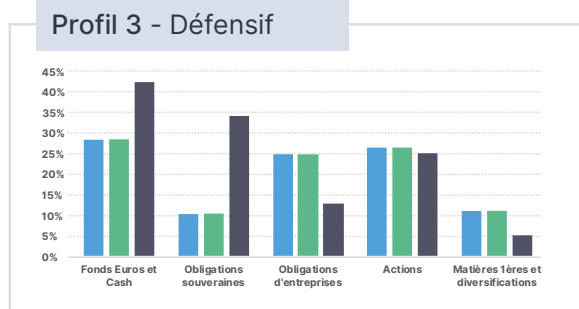
Profil 1 - Prudent



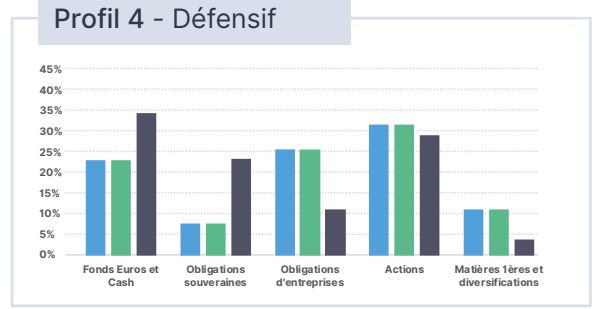
Profil 2 - Prudent



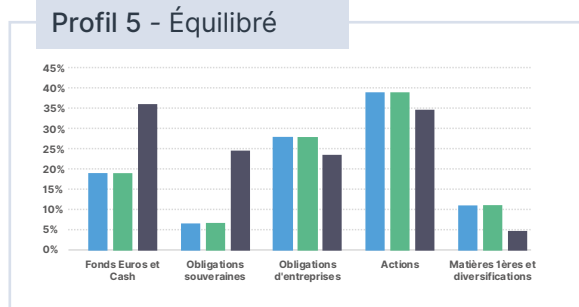
Profil 3 - Défensif



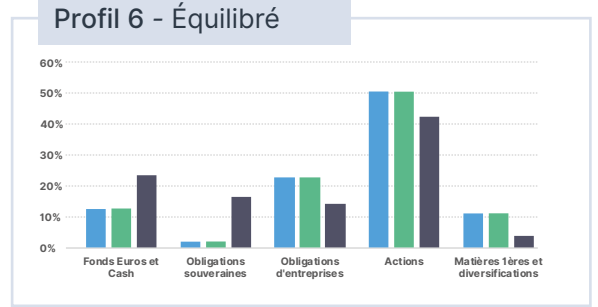
Profil 4 - Défensif



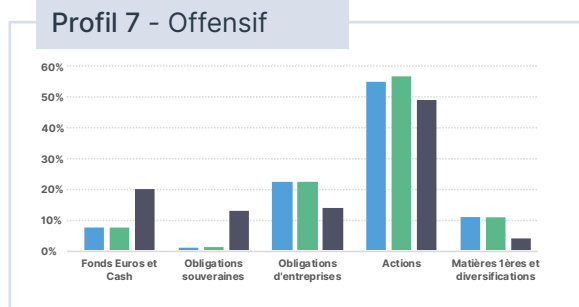
Profil 5 - Équilibré



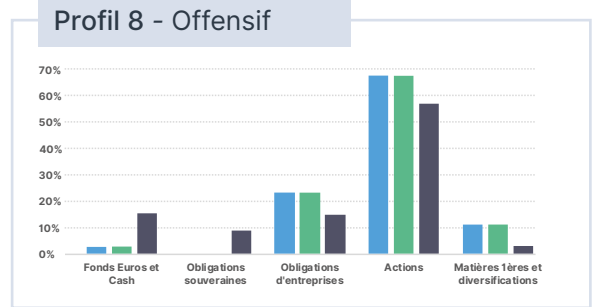
Profil 6 - Équilibré



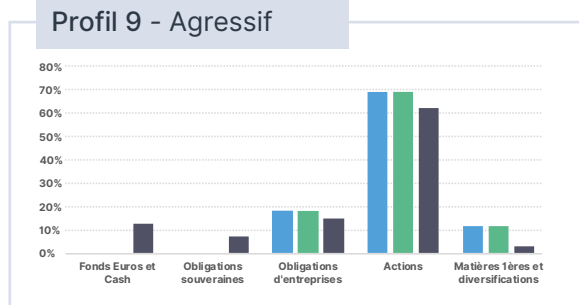
Profil 7 - Offensif



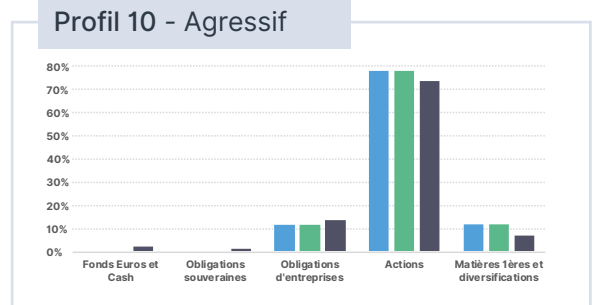
Profil 8 - Offensif



Profil 9 - Agressif



Profil 10 - Agressif



# Les français et l'épargne : Ou en sommes nous ?

Sur cette fin d'année, les différents sondages effectués par des grandes instances (AMF, OpinonWay...) mettent en lumière une tendance majeure : les Français ont conscience de l'importance de l'épargne et de l'investissement dans la construction de leur avenir financier, mais rencontrent encore de nombreux freins à l'action. Chez WeSave, nous pensons que ces obstacles peuvent être levés par des solutions simples, accessibles et adaptées aux besoins des épargnants, comme notre offre d'assurance vie en ETF.

## Les Français et l'épargne : un socle solide mais perfectible

Selon l'étude, 72% des Français considèrent l'épargne de précaution comme essentielle pour garantir leur sérénité financière. À cela s'ajoutent des objectifs comme la constitution d'une retraite satisfaisante (46%) ou l'accès à la propriété (31%). Pourtant, si l'épargne de précaution constitue un socle indispensable, elle ne suffit pas pour préparer efficacement l'avenir.

L'investissement sur les marchés, cité par 37% des Français comme un élément important de la sécurité financière, reste souvent sous-utilisé. Pourtant, 68% des Français ont déjà investi ou envisagent de le faire, une proportion qui grimpe à 74% chez les 25-34 ans, ce qui montre une appétence croissante, notamment chez les jeunes.

## Les freins à l'investissement : comment WeSave apporte des réponses concrètes

Malgré cette appétence, des barrières

subsistent. L'étude identifie trois principaux freins :

- 1. Complexité des produits financiers** : 82% des sondés jugent les produits financiers trop complexes.
- 2. Manque de connaissances** : 77% des Français estiment ne pas bien comprendre les mécanismes de la finance.
- 3. Crainte des risques et du capital requis** : 81% des répondants ont peur de perdre leur investissement, et beaucoup surestiment les sommes nécessaires pour commencer à investir .

Chez WeSave, notre ambition est de simplifier l'investissement grâce à des solutions adaptées à ces réalités. Notre offre WeSave Patrimoine, basée sur des ETF, constitue une réponse idéale aux besoins des Français.

- **Accessibilité** : Contrairement à la perception commune, investir avec WeSave ne nécessite pas de capitaux élevés (300€). Notre plateforme permet de démarrer avec des montants

modestes tout en accédant à une diversification optimale.

- **Simplicité** : Les ETF (Exchange-Traded Funds) sont des produits financiers transparents, accessibles et peu coûteux. Ils permettent d'investir sur des indices variés tout en bénéficiant de frais de gestion réduits.
- **Accompagnement** : Nos conseillers et outils digitaux dédiés éliminent la complexité de l'investissement en guidant nos clients à chaque étape.

### Les ETF : un outil moderne adapté aux nouvelles pratiques d'investissement

Les ETF sont aujourd'hui au cœur des nouvelles pratiques d'investissement. Selon une étude de l'AMF, 15% des investisseurs actifs détiennent des ETF, une proportion qui atteint 23% chez les moins de 35 ans. Ces produits sont appréciés pour leur

transparence, leur faible coût et leur diversité. La moitié des détenteurs d'ETF déclare rechercher activement des informations sur internet avant d'investir, souvent via des contenus éducatifs ou des avis d'autres investisseurs.



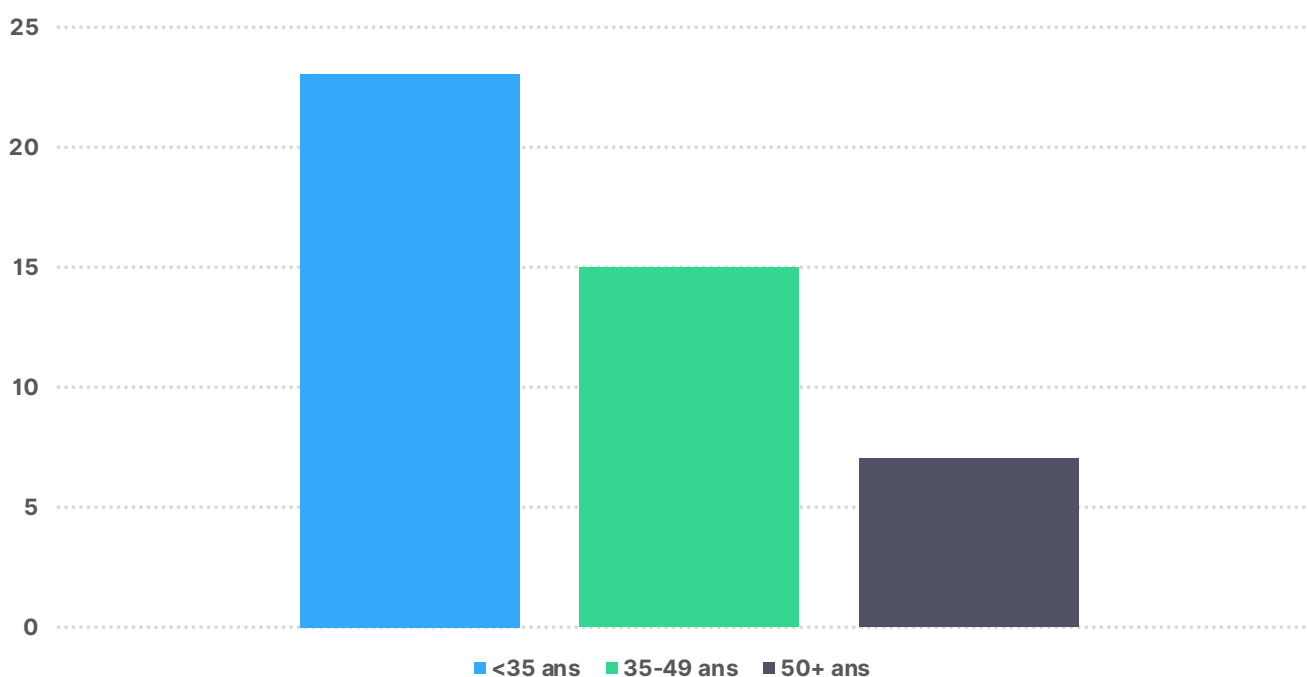
### Nos conseillers à votre service

Vous pouvez nous joindre directement du lundi au vendredi :

- par téléphone au **01 80 49 70 00**
- ou via notre site internet [www.wesave.fr](http://www.wesave.fr)

### Proportion de détenteurs d'ETF par tranche d'âge

Sources : AMF, WeSave



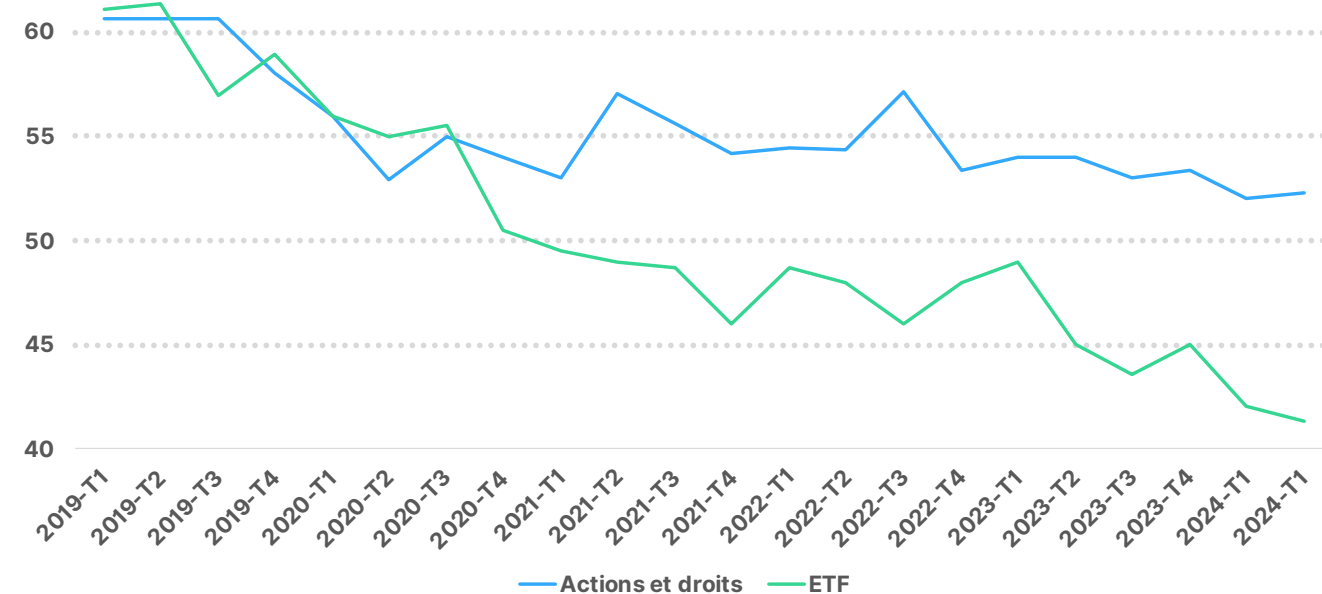
## POUR ALLER PLUS LOIN

De plus, signe de cette propension des plus jeunes à investir en ETF, 45% des investisseurs actifs français ayant entre 25 et 35 ans ont acheté ou vendu des ETF sur les six premiers mois de l'année 2024. Ils n'étaient que 11,7% en 2019. Les jeunes investisseurs semblent ainsi se rapprocher du

comportement des autres investisseurs européens, qui étaient déjà actifs sur ETF en 2019. La part des autres investisseurs européens ayant traité des ETF, toutes tranches d'âge confondues, était de 34,6% en 2019 et elle a atteint 45,8% au premier semestre 2024.

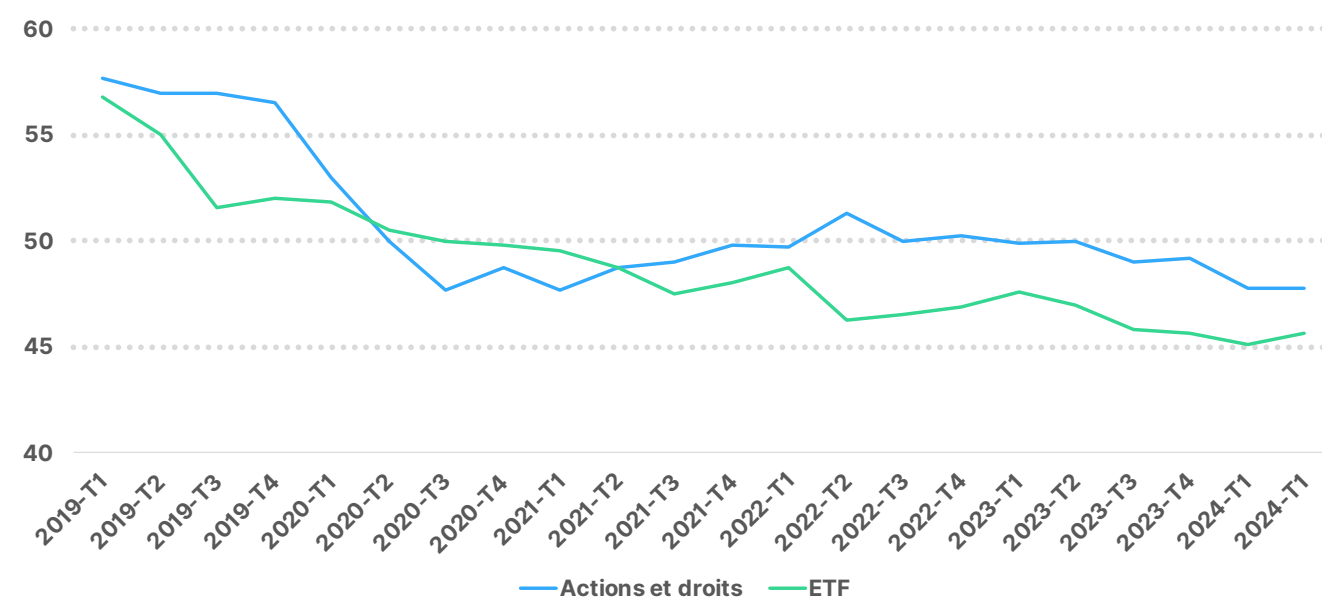
### Investisseurs français

Sources : AMF, WeSave



### Investisseurs européens (hors FR)

Sources : AMF, WeSave



## POUR ALLER PLUS LOIN

De plus, les ETF permettent une diversification accrue, qu'il s'agisse d'investir dans des actions mondiales, des matières premières ou des obligations, tout en restant accessibles aux investisseurs avec un capital limité. Pour les épargnants de tout âge, c'est une porte d'entrée simple et moderne dans l'univers de l'investissement.

### L'importance du goal-based investment : donner du sens à l'épargne

L'une des clés pour répondre aux attentes des épargnants réside dans le concept du goal-based investment. Chez WeSave, nos outils de projection personnalisés permettent à chaque client de visualiser l'évolution de son épargne en fonction de ses objectifs financiers : préparer une retraite confortable, financer un projet immobilier ou simplement constituer une épargne de précaution. Ces courbes de projection, combinées à une gestion à base d'ETF, offrent une visibilité claire sur le potentiel de croissance de l'épargne. Elles jouent un rôle décisif pour rassurer les investisseurs face à la perception des risques, tout en leur permettant de prendre des décisions éclairées.

### Investir aujourd'hui pour préparer demain

Dans un contexte économique incertain, où 85% des

Français s'inquiètent de la hausse des prix et 84% de la situation géopolitique, prendre en main son avenir financier est plus crucial que jamais. L'offre d'assurance vie en ETF de WeSave permet à chacun d'agir concrètement pour construire sa sécurité financière.

Que vous soyez un investisseur débutant ou aguerri, l'équipe WeSave est prête à vous accompagner pour faire de l'investissement un outil au service de votre avenir.

## L'équipe des conseillers WeSave

Paul Dubourgais est responsable du pôle patrimonial chez WeSave. Après ses études en Ingénierie Patrimoniale au sein de l'IUP de Caen, il effectue son début de carrière dans différentes structures de gestion privée. Ayant pour souhait que l'investissement haut de gamme soit accessible pour tous et en toute simplicité il rejoint WeSave afin de contribuer à la distribution de ces solutions digitales.



Paul Dubourgais  
Responsable du pôle  
patrimoine

# AGRÉGEZ ET ANALYSEZ AVEC WESAVE CONSEIL !

Au-delà de fonctionnalités d'agrégation financière et immobilière, WeSave Conseil propose une analyse approfondie de votre patrimoine. Depuis la vue analytique, accédez au détail des différents aspects de chacun de vos portefeuilles :

- Découvrez la répartition de vos actifs
- Mesurez vos performances
- Déterminez vos risques
- Évaluez vos frais

Contactez un conseiller au **01 80 49 70 00** ou par email à [conseiller@wesave.fr](mailto:conseiller@wesave.fr)

Du lun. au ven. de 9h à 19h - Après 19h sur RDV

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les informations communiquées dans ce document ne sauraient représenter aucune forme de conseil en investissement, ni obligation de souscription ultérieure. L'investissement en unités de compte présente un risque de perte en capital.

WeSave est une marque de ANATEC- 83 boulevard Vincent Auriol 75013 Paris - SAS au Capital de 317 264,00 €, ayant pour numéro unique d'immatriculation 523 965 838 au RCS de Paris. N° ORIAS 15 004 968 ([www.orias.fr](http://www.orias.fr)) en qualité de Conseiller en Investissements Financiers (CIF), Courtier en Assurance, sous le contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), 4 Place de Budapest 75436 Paris Cedex 09. Adhérent à l'ANACOFI, agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). Garantie financière et assurance Responsabilité Civile Professionnelle conformes au Code des Assurances.